Accueil CGT Ford
PSE
Rubrique CGT GFT
Section retraités FAI et GFT
Dessinateurs en soutien Ford
Les élus CGT Ford
Revue de presse
Télés, vidéos,...
Galerie photos
Les "Bonnes nouvelles"
Nos tracts et affichages

facebook dailymotion

Pour télécharger l'image de la campagne d'appel au boycott de la marque Ford et la diffuser sur les réseaux numériques, cliquez ici :
Boycott Ford.jpg
Image JPG [206.5 KB]

Acte 9 : manifestons samedi 12

L'équipe CGT-Ford appelle à manifester ce samedi 12 janvier, à l'occasion de l'acte 9 du mouvement des Gilets Jaunes. Nous appelons l'ensemble des collègues à y participer nombreux et à venir avec les tee-shirts « Ford » pour faire le lien entre nos colères, celles contre les

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

inégalités sociales, contre la précarité, les conditions de vie toujours plus difficiles, contre les licenciements et les fermetures d'usines.
Pour la première fois depuis longtemps, il semble possible de stopper les politiques de reculs sociaux et d'imposer des réponses à l'urgence sociale, des augmentations des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux...
Se rajoute l'importance de la lutte contre la répression très grave qui s'abat sur les manifestants. Il y a la brutalité policière, les gazages, les tirs de grenades, de flash-ball et les arrestations, les gardes à vue, les condamnations à des peines de prison.
Le camp des possédants ne supporte pas la contestation sociale et la remise en cause de leurs privilèges. A nous, les gens d'en bas, de défendre nos vies, nos droits démocratiques, notre liberté d'expression et de contestation.

Rendez-vous à 13h ce samedi 12 Janvier,
Place de la Bourse à Bordeaux.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 11 janvier 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du jeudi 10 janvier 2019

Les salariés de Ford Blanquefort à Bercy : "L'État reste déterminé à sauver l'usine"

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Philippe Poutou fait appel à Teddy Riner pour sauver l'usine Ford de Blanquefort

Automobile Ford annonce une réorganisation et des suppressions d'emplois en Europe

Ford va réorganiser ses activités en Europe

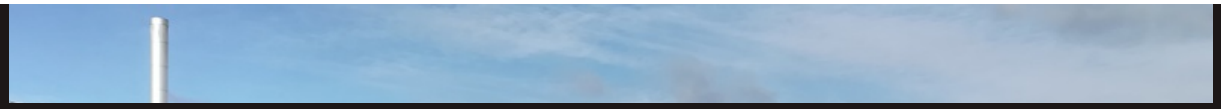
PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Aquitaine Industries : la Direccte dira demain si le PSE de Ford est homologué

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 10 janvier 2019

Assemblée Générale des salariés du 10 janvier 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API



La CGT Ford Blanquefort le jeudi 10 janvier 2019

Bonnes nouvelles n°419

ACTE 9 : MANIFESTONS SAMEDI 12

L'équipe CGT-Ford appelle à manifester ce samedi 12 janvier, à l'occasion de l'acte 9 du mouvement des Gilets Jaunes. Nous appelons l'ensemble des collègues à y participer nombreux et à venir avec les tee-shirts « Ford » pour faire le lien entre nos colères, celles contre les inégalités sociales, contre la précarité, les conditions de vie toujours plus difficiles, contre les licenciements et les fermetures d'usines.

Pour la première fois depuis longtemps, il semble possible de stopper les politiques de reculs sociaux et d'imposer des réponses à l'urgence sociale, des augmentations des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux...

Se rajoute l'importance de la lutte contre la répression très grave qui s'abat sur les manifestants. Il y a la brutalité policière, les gazages, les tirs de grenades, de flash-ball et les arrestations, les gardes à vue, les condamnations à des peines de prison.

Le camp des possédants ne supporte pas la contestation sociale et la remise en cause de leurs privilèges. A nous, les gens d'en bas, de défendre nos vies, nos droits démocratiques, notre liberté d'expression et de contestation.

Alors rendez-vous à 13h ce samedi 12 Janvier, Place de la Bourse à Bordeaux.

A QUAND L'UNITÉ ?

Nous n'irons pas à la réunion du Comité de Groupe de Ford Europe à Cologne. On en a ras le bol de ces réunions où la situation de l'usine Ford Blanquefort n'est même pas mise à l'ordre du jour.

De plus, nous regrettons fortement que les responsables des syndicats présents restent complètement passifs face aux agressions des dirigeants de Ford. Car avec Blanquefort, d'autres usines en Europe sont menacées.

Déjà récemment, les sites de Genk, Southampton, Dagenham ont été entièrement ou en partie fermés et il n'y avait eu aucune riposte. Nous avons proposé à plusieurs reprises d'organiser une journée d'action commune à toutes les usines. Mais rien n'a abouti.

Pourtant, des camarades syndicalistes à Valencia, Sarrelouis et Cologne sont d'accord pour construire la mobilisation et se défendre tous ensemble. Ils étaient d'ailleurs venus en septembre nous soutenir.

Une lutte d'ensemble reste d'actualité.

872 salarié.e.s
3000 emplois induits
dans la région

SAUVONS LES EMPLOIS

CONCERT DE SOUTIEN

Nous sommes en train de travailler sur le projet d'un concert de soutien à la lutte contre la fermeture de l'usine, pour début mars. C'est important de faire du bruit, de montrer notre détermination à empêcher la catastrophe.

A suivre.

n° 419-41 (10 janvier 2019) - CGT Ford

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT !

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Tout d'abord, nous souhaitons à toutes et tous une bonne année... et surtout un emploi ou plus précisément un vrai revenu le plus longtemps possible.

Ce que nous ne nous souhaitons surtout pas c'est d'être virés et de se retrouver au chômage ou dans la précarité. Car dans la période actuelle et à nos âges, le risque est fort de tomber dans le gouffre du chômage longue durée. Et les annonces récentes du contrôle renforcé des demandeurs d'emplois sont lourdes de danger.

Voilà donc pour les malheurs qui nous attendent. Mais nous ferons tout pour ne pas y tomber. Et comme c'est le moment des résolutions, nous l'affirmons clairement que la nôtre consiste à sauver l'usine, à défendre mordicus nos emplois et ceux induits, à mener cette bataille avec toutes celles et ceux qui le voudront.

Ford n'a pas encore réussi à fermer l'usine, son PSE n'est pas encore homologué, nous ne sommes pas encore licencié.e.s. Nous pouvons encore espérer, alors nous ne lâcherons rien !

BERCY POUR COMMENCER

Les syndicats FO, CFE/CGC et CGT se sont rencontrés ce mardi 8 janvier.

Il nous fallait préparer la rencontre du lendemain, mercredi 9 janvier, à Bercy avec les cabinets des ministères de l'économie et du travail.

Le dispositif de rachat-vente de l'usine par l'Etat devrait nous être présenté avec plus de détails.

Nous discuterons des protections pour les salarié.e.s, des engagements prévus des uns et des autres.

Nous avons demandé la présence de Punch pour savoir où ils en sont de leurs projets.

Enfin, nous demanderons ce que l'Etat prévoit si Ford refuse toute solution, quelles autres solutions sont envisagées pour sauver l'usine ?

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Jeudi 10 janvier à 13h30 devant l'usine, pour l'ensemble du personnel

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Et si le PSE n'était pas homologué...

Ford a finalisé son PSE le 18 décembre. Mais pour le mettre à exécution, c'est-à-dire pour pouvoir commencer à licencier et à faire partir les salarié.e.s, il faut que la DIRECCTE donne son homologation. Ce qui n'est pas encore fait.

Le 7 janvier, les services de l'Etat informent Ford que le dossier PSE n'est pas complet, ce qui l'empêche de démarrer le délai de 21 jours avant de rendre son avis.

Ford est donc sommée d'apporter les documents exigés, des PV validés de réunions mais aussi la valeur totale des indemnités de licenciements et de préretraite, celles-ci étant possiblement trop faibles au regard de la santé financière du groupe Ford.

C'est l'illustration du bras de fer qu'il y a entre l'Etat et Ford. C'est dans ce sens que nous agissions depuis des mois. En effet, depuis le début, la décision de Ford de fermer l'usine est totalement infondée. La procédure de fermeture repose sur des mensonges, des non respect de la réglementation notamment sur la recherche de repreneur.

Si le PSE n'était pas homologué fin janvier, alors Ford serait obligée de refaire une procédure PSE, ce qui permettrait deux choses importantes : revoir à la hausse les conditions sociales de départs et de donner du temps supplémentaire pour étudier les conditions d'une reprise de l'usine.

La non-homologation est clairement un objectif pour nous.

Ford réclame

C'est incroyable mais vrai. La mairie de Blanquefort a reçu un courrier de Ford demandant des comptes sur la non réception du dernier tiers des 10 000 euros que la ville devait donner à la multinationale tel que prévu dans l'accord de mai 2013.

Cet accord prévoyait en échange de subventions publiques importantes (Ville, Agglo, Département, Région, Etat, Europe) le maintien des emplois pour Ford.

On le sait Ford n'a pas respecté son engagement, elle a même perdu en justice quand nous l'avions attaquée il y a deux ans.

Et pourtant Ford réclame l'argent. Semblant ignorer que toutes les collectivités territoriales exigent officiellement le remboursement de toutes les subventions !

Lendemain de fête

Jusqu'à la réquisition de l'usine ?

L'Etat est en colère contre Ford. Il y a la possibilité de sauver l'usine et les emplois mais Ford s'y oppose et refuse de vendre son usine pour être certaine de la fermer.

Ford veut tout : payer le moins possible et avoir la garantie de n'avoir plus aucun compte à rendre par la suite et notamment en cas d'échec d'une reprise.

Alors l'Etat cherche une solution « originale » pour contourner le blocage de Ford. Si l'Etat rachète l'usine pour 1 euro, pour la revendre au repreneur, alors c'est l'Etat qui deviendrait responsable en tant que dernier acquéreur.

Mais l'Etat ne veut pas être le roi des pigeons et exige de Ford un minimum d'argent. Car derrière il faut garantir les mêmes conditions sociales pour les salarié.e.s qui seraient licencié.e.s en cas d'échec. C'est un dispositif compliqué tant il s'agit de faire accepter la chose à Ford.

Et si Ford refusait encore ? Que ferait l'Etat, jusqu'où il irait pour sauver l'usine et les emplois ? Quelles solutions originales proposerait-il ? Serait-il question de réquisitionner l'usine, d'imposer à Ford de payer, de mettre en place réellement un boycott de la marque (dommage pour Teddy Riner) ?

Au bout, cela pose le problème de la volonté de l'Etat de reprendre la main sur des secteurs de l'économie qui sont détruits par les logiques capitalistes. Il en va de l'intérêt des salariés comme de la population. Il y a un moment où il faudra bien sévir et imposer une politique qui défende l'intérêt général.

Ce qui nous est présenté aujourd'hui comme irréaliste pourrait bien devenir les solutions de demain. Car rien n'est impossible, tout est question de choix politique.

Les ambassadeurs c'est nous

Les affaires sont les affaires. Alors que les dirigeants Ford essaient toujours de fermer leur usine de Blanquefort et se prépare à liquider d'autres usines en Europe, les voilà qui se payent un « ambassadeur » pour soigner l'image de la multinationale : « *il va nous aider à renforcer le capital sympathie de la marque* ».

Sans scrupule et avec cynisme, Ford finance une grosse campagne de publicité pour vendre ses produits tout en fermant son « ambassade » blanquefortaise et en licenciant ses 872 « ambassadeurs et ambassadrices ».

A nous de « soigner » l'image de Ford et de faire passer l'envie aux gens de s'acheter un véhicule Ford.

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 419-même pas morts 41 ([...]
Document Adobe Acrobat [1'020.4 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 10 janvier 2019

Communiqué Cgt Ford : après la réunion de Bercy ce jour

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La bataille continue : pousser l'Etat pour aller au bout d'une solution "originale"

L'intersyndicale a rencontré ce mercredi à Bercy les cabinets des ministères de l'économie et du travail. On a eu deux heures de réunion pour faire le point sur la situation à l'issue du PSE et à quelques jours de l'avis de la Direccte pour homologuer ou pas ce PSE. La situation reste très compliquée et il est impossible de savoir comment tout cela va évoluer dans les semaines qui viennent.

Au blocage de Ford qui refuse de vendre son usine, se rajoutent les difficultés du repreneur potentiel Punch qui tarde à confirmer son projet industriel.

Mais l'Etat nous a réaffirmé sa volonté et même sa détermination à sauver l'usine.

La solution "originale" qui consiste à racheter l'usine pour la revendre au repreneur est toujours d'actualité. Reste à convaincre Ford qui serait libérée de ses responsabilités futures en cas d'échec de la reprise puisque c'est l'Etat qui prendrait le risque. Reste aussi pour l'Etat à s'assurer que Punch ait la capacité à reprendre le site pour mettre en place son activité. Car si l'Etat est prêt à faire l'intermédiaire, il n'envisage pas (à ce jour) de se retrouver avec une usine entre les mains.

Nous voyons bien les difficultés pour que soit trouvée une solution industrielle. Mais pour nous, la seule issue viable c'est d'empêcher absolument que cette usine ferme, c'est de la préserver et ainsi de la rendre disponible pour une nouvelle activité. Aujourd'hui la plus grande opportunité c'est Punch mais si cela ne se confirmait pas, il faudra bien trouver autre chose.

Notre bataille consiste aujourd'hui à pousser pour que l'intervention actuelle des pouvoirs publics et de l'Etat aille le plus loin possible. Au bout, c'est bien la prise en main et le contrôle de l'outil de production qui est en jeu, cette usine qui est déjà en partie publique

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

du fait des subventions données durant les 45 ans de présence Ford à Blanquefort.

Dans l'immédiat, nous espérons fortement que la Direccte va trouver les raisons-arguments de refuser l'homologation du PSE Ford. Cet avis devrait être rendu au plus tard ce vendredi 11 janvier à minuit. Cela déterminera forcément la suite de l'histoire.

S'il y a homologation, Ford peut dans la foulée exécuter son PSE et commencer à licencier pour virer quasiment tout le monde d'ici octobre. S'il n'y a pas homologation, alors Ford devra relancer une procédure partielle de consultation de manière à se mettre en conformité avec la loi. Cela nous donnerait environ un mois supplémentaire pour renforcer les chances d'une reprise de l'usine.

Nous mesurons tout le chemin qu'il y a à parcourir pour réaliser l'exploit. Mais il n'est pas question de faire des pronostics. Nous ne sommes ni pessimistes, ni optimistes, nous menons une lutte pour notre avenir. Nous restons acharnés à sauver l'usine pour préserver nos emplois directs comme les emplois induits dans la région.

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 9 janvier 2019

Ford Blanquefort dans les médias (suite)

Du mercredi 9 janvier 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort: les syndicats reçus pendant deux heures à Bercy

Ford Blanquefort: les syndicats reçus pendant deux heures à Bercy

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Teddy Riner, "ambassadeur de Ford", sollicité par Poutou pour sauver Blanquefort

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 9 janvier 2019

Nos meilleurs voeux pour 2019

Nous souhaitons à toutes et tous une bonne année... et surtout un emploi ou plus précisément un vrai revenu le plus longtemps possible.
Ce que nous ne nous souhaitons surtout pas c'est d'être virés et de se retrouver au chômage ou dans la précarité. Car dans la période actuelle et à nos âges, le risque est fort de tomber dans le gouffre du chômage longue durée. Et les annonces récentes du contrôle renforcé des demandeurs d'emplois sont lourdes de danger.
Voilà donc pour les malheurs qui nous attendent. Mais nous ferons tout

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

pour ne pas y tomber. Et comme c'est le moment des résolutions, nous l'affirmons clairement que la nôtre consiste à sauver l'usine, à défendre mordicus nos emplois et ceux induits, à mener cette bataille avec toutes celles et ceux qui le voudront.

Ford n'a pas encore réussi à fermer l'usine, son PSE n'est pas encore homologué, nous ne sommes pas encore licencié.e.s. Nous pouvons encore espérer, alors nous ne lâcherons rien !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Assemblée Générale des salariés

FO — LA FORCE DE L'INDÉPENDANCE

CFE CGC

la cgt Ford

IL FAUT SAUVER L'USINE !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE JEUDI 10 JANVIER À 13H30 AUX PORTILLONS

Nous voilà en 2019 et rien n'a changé concernant notre situation, Ford va jusqu'au bout de sa décision de fermer l'usine, malgré un projet de reprise et donc une chance de sauver l'usine et des centaines d'emplois, malgré une opposition de l'Etat et des collectivités territoriales, malgré la gravité des conséquences pour la région (entre 2000 et 3000 emplois induits)...

Alors on est écœuré et en colère contre cette injustice. Car Ford fait des profits énormes et tout existe pour permettre à cette usine de continuer.

Malgré tout, ce qui l'emporte chez nous, c'est la colère, la hargne contre Ford, notre détermination à tout faire pour sauver l'usine et nos emplois.

Nous nous adressons à tous les collègues, à celles et ceux qui veu-

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

lent rester, à celles et ceux qui veulent partir en préretraite ou en départ volontaire mais qui sont convaincus que préserver des emplois c'est vital pour nous tous, pour la population et pour la région…

Tout n'est pas fini, il y a encore la possibilité de changer la donne, avec les appuis que nous avons, alors la bataille doit continuer.

Ce mercredi une délégation intersyndicale va à Bercy rencontrer les services de l'état pour continuer à chercher une solution qui pousserait Ford à céder l'usine plutôt que de la fermer.

NOUS VOUS DONNONS RENDEZ-VOUS

Pour une AG des salariés ce jeudi 10 Janvier

Rdv à 13h30 devant les portillons

TANT QUE L'USINE EXISTE, TANT QUE NOUS SOMMES ENCORE LÀ, IL N'EST PAS TROP TARD POUR DÉFENDRE NOS EMPLOIS !

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 9 janvier 2019

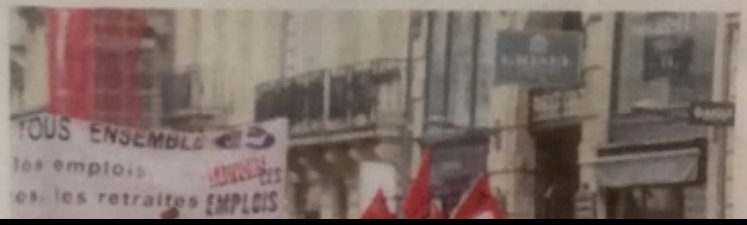
Ford Blanquefort dans les médias

Du mercredi 9 janvier 2019

LES CLÉS **POUR COMPRENDRE**

Ford Aquitaine Industries doit revoir sa copie

Plan de sauvegarde de l'emploi Il manque des documents pour valider le PSE, tandis qu'une délégation sera reçue aujourd'hui au ministère de l'Économie



PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Lundi soir, un communiqué de la Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (Direccte) signale que le dossier de plan de sauvegarde de l'emploi est incomplet. Elle avait été saisie le 21 décembre 2018 d'une demande d'homologation du document unilatéral portant sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) par l'entreprise Ford Aquitaine Industries. « Elle a signifié, (la Direccte, NDLR) ce jour à la direction de Ford Aquitaine Industries que le dossier remis était incomplet. Des documents complémentaires ont été demandés dans le cadre d'un examen approfondi. » À réception des documents demandés, la Direccte disposera d'un délai de 21 jours pour valider ou non le plan de sauvegarde de l'emploi.

Interrogé ce matin, les services de l'Etat expliquent ne pas avoir de commentaires ou de précisions à donner sur le sujet, précisant qu'il s'agissait d'une procédure en cours. Selon nos informations, il semble que le problème soit d'ordre administratif. Des documents manquants.

Gilles Lambersend, secrétaire du comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries (FAI), explique, pour sa part, que les documents réclamés par la Direccte avant d'homologuer le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford sont des procès-verbaux qui n'ont pas été validés par le comité d'entreprise avant les vacances de Noël.

Ces PV concernent les discussions des 17 et 18 décembre portant sur l'activité de l'entreprise Ford de Blanquefort ou encore sur le prêt de main-d'œuvre à l'usine voisine, Getrag. Une nouvelle réunion du comité d'entreprise doit se tenir prochainement afin de permettre la signature de ces documents et ainsi compléter le dossier auprès de la Direccte.

Par ailleurs, une délégation de syndicalistes sera reçue ce matin à Bercy, au cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Après l'annonce de la Ford Motor Company de fermer le site girondin, le gouvernement avait indiqué, en décembre, envisager la possibilité d'un rachat temporaire de l'usine. Cette hypothèse permettrait au groupe Punch, seul repreneur en lice, de peaufiner son offre et de conserver sur place une partie des 870 salariés. On se souvient que Ford avait refusé le plan de reprise du groupe belge avant les vacances de Noël.

X. S. et Ch. M.

Il manque des documents pour la validation du plan de sauvegarde de l'emploi de Ford Blanquefort. ARCHIVES QUENTIN SALINIER

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 9 janvier 2019

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Du mardi 8 janvier 2019

Ford : une indignation à deux vitesses

Gironde : Ford devra revoir son plan de sauvegarde de l'emploi

Ford Blanquefort : les syndicats reçus mercredi à Bercy

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Aquitaine Industrie : l'angoisse de la fermeture s'étend à Getrag Ford Transmissions

LA TRIBUNE

SudOuest :

ON EN PARLE

Plan de sauvegarde de l'emploi : Ford doit compléter sa copie

BLANQUEFORT Dans un communiqué diffusé hier soir, la Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (Direccte) signale que le dossier de plan de sauvegarde de l'emploi est incomplet. Elle avait été saisie le 21 décembre dernier d'une

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

saisie le 21 décembre dernier d'une demande d'homologation du document unilatéral portant sur le plan de sauvegarde de l'emploi par l'entreprise Ford Aquitaine Industrie. « Elle a signifié, (la Direccte, NDLR) ce jour à la direction de Ford Aquitaine Industrie que le dossier remis était incomplet. Des documents complémentaires ont été demandés dans le cadre d'un examen approfondi. » À réception des documents demandés, la Direccte disposera d'un délai de 21 jours pour valider ou non le plan de sauvegarde de l'emploi.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 8 janvier 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du 21 décembre au lundi 7 janvier (rattrapage suite à la période des congés)

Blanquefort : Bruno Le Maire n'exclut pas une nationalisation temporaire

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Les Echos

Philippe Poutou : "On est satisfait de voir un gouvernement qui semble en colère contre Ford"

france inter

Bruno Le Maire "ne lâche rien auprès de Ford" : "Nous pouvons sauver l'usine de Blanquefort !"

Europe 1

Ford Aquitaine Industries : combien de millions d'euros Ford va-t-il devoir rembourser ?

LA TRIBUNE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Canard Enchaîné du 26 décembre 2018 :

Poker menteur chez Ford Blanquefort

C'EST BEAU comme l'antique : si la direction de Ford refuse de céder son usine de Blanquefort au repreneur trouvé par le gouvernement, c'est, en vérité, pour *« préserver les intérêts »* de ses 872 salariés. Mieux vaut donc être bien licencié par Ford que mal repris par un autre. Mais pourquoi donc le groupe US refuse-t-il de refiler à un repreneur l'usine dont il cherche à se débarrasser depuis 2007 ?

La réponse est d'abord juridique. Quand un repreneur se révèle incompétent, le vendeur peut être obligé de récupérer la boîte et d'en éponger le passif. L'idée ? Eviter que, pour échapper à de lourdes indemnités de licenciement, une entreprise brade une usine à un repreneur bidon (et insolvable), qui laisserait ensuite les salariés sur le carreau.

C'est ce qui s'est passé en mai 2009 : Ford avait (déjà) cédé son usine de Blanquefort à un groupe d'investisseurs incapables de réaliser leur plan. Le constructeur a donc été obligé de reprendre l'usine. *« Ford veut partir de France. Il ne veut pas être rattrapé à la culotte et être obligé d'y revenir dans un an ou deux »*, commente un conseiller de Bruno Le Maire. Sauf qu'aujourd'hui personne ne conteste le sérieux du repreneur, le belge Punch Powerglide. Alors ?

Poutou et Le Maire unis

C'est là qu'intervient la seconde raison du refus de Ford, purement économique, celle-ci. Une reprise lui coûterait beaucoup plus cher qu'un plan social. D'une part parce que Punch prévoit de se séparer d'environ la moitié du personnel, d'autre part parce que, pour que le transfert fonctionne, il faut que Ford lui fournisse entre deux et trois ans de travail, le temps de mettre en place sa nouvelle activité. Coût pour le constructeur, selon Bercy : près de 250 millions, plus de deux fois le coût d'un simple plan social. Selon Philippe Poutou, délégué CGT de la boîte, *« Ford a longtemps laissé entendre, par ses avocats, qu'il pourrait régler cette somme, avant de dire non. D'où la colère de Le Maire, qui s'est senti trahi »*.

A Bercy, on réfléchit à garantir la reprise ou à racheter l'usine pour la revendre à Punch. Mais qui assurerait sa survie pendant deux ou trois ans ? Et qui passerait à la caisse si l'affaire tournait mal ? L'ex-candidat à la présidentielle, lui, ne perd pas espoir. *« Si l'Etat refuse d'agréer le plan social, à la mi-janvier, Ford sera obligé de reprendre le problème de zéro. »*

Le Maire et Poutou sur la même barricade contre le capitalisme rapace ? Comme le temps passe !

H. M.

Bordeaux Métropole demande à Ford de lui rembourser 1,7 million d'euros aides

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Blanquefort : Bordeaux Métropole demande à Ford de lui rembourser 1,7 million d'euros

Fermeture Ford Blanquefort : Bordeaux Métropole demande le remboursement des aides versées

L'Humanité du 21 décembre 2018 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

État, collectivités et syndicats pressent Ford

La puissance publique entend toujours faire revenir le constructeur américain sur son refus de céder son site de Blanquefort, sous l'œil des salariés mobilisés.

Deux jours après avoir clos la procédure du plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant le licenciement des 850 salariés de sa seule usine française, Ford espère avoir déjà tourné la page Blanquefort (Sud-Ouest). Mais syndicats, collectivités et État n'ont pas dit leur dernier mot. Ces derniers avaient en effet travaillé de concert pendant plusieurs mois avec le groupe belge Punch Powerglide sur un projet de reprise du site girondin qui devait pérenniser 400 emplois, avant que Ford ne manifeste au comité d'entreprise jeudi dernier une fin de non-recevoir. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, averti de cette décision par voie de presse, avait alors qualifié l'attitude du constructeur américain de « trahison ». Emmanuel Macron avait de son côté jugé la position de Ford « hostile et inacceptable ».

« La création d'une loi permettant un droit de préemption »

Mercredi, Bruno Le Maire a même affirmé envisager le rachat de l'usine par l'État dans l'optique de la céder ensuite à Punch. Jeudi, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a remis un coup de pression au groupe automobile en expliquant sur France 2 que Ford pourrait ne plus être retenu dans les marchés publics. « Si une entreprise ne joue pas le jeu, plante des sites, ne respecte pas des salariés et ne respecte pas le travail qui a été fait en partenariat avec l'État, on a aussi les moyens de faire en sorte que (c)es entreprises ne puissent pas être retenues, tout en respectant le Code des marchés publics », a-t-il précisé, invoquant un nécessaire « patriotisme », sans pour autant expliquer par quel mécanisme juridique cette mesure pourrait être prise.

Mais, du côté des élus locaux aussi, la pilule a du mal à passer. Il y a cinq ans, les collectivités locales avaient notamment versé 25 millions d'euros de subventions à Ford pour tenter de convaincre le constructeur de maintenir les 1 000 emplois d'alors sur le site. Un engagement non tenu par le constructeur. À la suite de la confirmation de la fermeture de l'usine de Blanquefort jeudi dernier, le conseil départemental de Gironde a annoncé qu'il engagerait une procédure de recouvrement des aides publiques versées par la collectivité au constructeur à hauteur de 1,2 million d'euros. Dans une déclaration commune, Alain Juppé, maire de Bordeaux et président de Bordeaux Métropole, Alain Rousset, président du conseil régional Nouvelle-Aquitaine, Jean-Luc Gleyze, président du conseil départemental de Gironde, et Véronique Ferreira, maire de Blanquefort, ont en outre appelé l'État à « durcir les obligations légales pour faciliter les conditions de reprise lorsqu'un repreneur sérieux se déclare, ce qui est le cas aujourd'hui à Blanquefort ».

« N'est-il par urgent de mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la création d'une loi permettant un droit de préemption qui n'existe toujours pas aujourd'hui alors que certains députés l'avaient proposé au moment de l'affaire des Fralib ? » a en outre lancé Jean-Claude Conte, adjoint au maire PCF de la commune voisine du Haillan, à l'occasion du conseil municipal mercredi. Pour la CGT, qui s'est battue aux côtés de FO et de la CFE-CGC contre la fermeture du site, tous les moyens sont bons pour faire pression sur Ford. « Cette usine est déjà en partie publique. L'État a déjà tant donné en subventions qu'il est quelque part légitime » d'envisager un tel rachat, a notamment réagi Philippe Poutou, secrétaire de la CGT sur le site, qui pointe que, dans l'immédiat, la puissance publique pourrait déjà intervenir par le biais de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en refusant dans les semaines qui viennent d'homologuer le plan social présenté par Ford. ■

par Loan Nguyen

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Compte-rendu de la réunion CE du vendredi 21 décembre 2018

Les PV des 17 et 18 décembre ayant été envoyés hier soir à 18h25, les élus CE n'ont pas pu les consulter et ne peuvent donc pas les valider lors de cette réunion.

Marche de l'entreprise - Avancement des activités :

Les productions ont été perturbées, mais la direction semble satisfaite de la reprise du travail sur les différentes activités. La direction publiera ses chiffres dont elle est si fière dans son compte-rendu de réunion, pas nous.

Personnels :
Prêt de main d'œuvre à GFT : 60 collègues sont actuellement prêtés.
Effectifs : nous ne sommes plus que **792** salariés actifs.

Présentation des travaux vacances décembre 2018 :

Budget de 34 000 € seulement.
Pas grand-chose donc, se limite au minimum, évidemment étant donné l'avenir que Ford réserve à l'usine.

Information-consultation sur les projets de convention individuelle de prêt de personnel pour 2018 entre FAI et GFT et les projets d'avenant – Avis :

5 retours et 2 nouveaux prêts. Ce qui fera 57 prêts en janvier.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

8 votants : 4 « défavorable », 4 « blanc ».

Bilan sur les contrats Frais de santé et Prévoyance :

Concernant les frais de santé, l'année 2017 était ressortie positive mais il y a une dérive sur l'année 2018 du fait d'une consommation plus importante sur les frais de santé.

Les tarifs vont augmenter de **5 %** pour l'année prochaine du fait des réformes en cours mais surtout à cause de la consommation plus importante et la mutuelle prévoit une plus forte augmentation de la consommation par les salariés suite à la fermeture annoncée de l'usine.

Pour la CGT, ne sachant pas de quoi notre avenir est fait, nous ne pouvons que conseiller aux collègues de penser rapidement à leur santé et d'utiliser la mutuelle dont nous disposons actuellement car elle est de qualité et c'est un avantage que nous perdrons si l'usine n'est pas reprise et que Ford la ferme.

Du côté de la prévoyance, compte tenu de la situation de l'entreprise qui est amenée à fragiliser les salariés, les tarifs vont augmenter de **30,5 %** !

Ces augmentations découlant principalement des conséquences de la situation de l'entreprise, c'est une double peine pour les salariés. **Nous demandons donc la prise en charge totale par l'employeur puisque Ford est l'unique responsable de cette situation.**

Cerise sur le gâteau, Humanis en bonne société capitaliste résilie le contrat des retraités. Ce qui oblige à la création d'un contrat groupe ouvert « anciens FAI » souscrit auprès de l'association UGIPS auprès d'AXA toujours géré par Filhet Allard.

Cette situation démontre bien toute l'utilité de la Sécurité Sociale qui avait été créé pour protéger universellement mais notamment les plus « faibles » alors que les mutuelles ne le font que lorsque les « clients »

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

peuvent se les payer et laisse les plus démunis sur le carreau !
C'est l'occasion de rappeler que lorsque la Sécurité Sociale était gérée uniquement par les syndicats, elle n'avait jamais été en déficit tout en protégeant toute la population avec égalité de traitement. Défendons-là.

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 21 décembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

France 2, journal de 20h00 :

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 21 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Communiqué Cgt usine Ford Blanquefort : menacer oui mais surtout contraindre Ford

Menacer oui mais surtout contraindre Ford

Nouvel épisode aujourd'hui avec la menace du gouvernement de ne plus acheter de véhicules Ford. Cette opération de Boycott, que nous défendons, peut être un moyen de pression utile. Mais cela aurait dû être fait il y a plusieurs mois, au moment de l'annonce du désengagement de Ford en février dernier. A l'époque et durant les mois qui suivaient, il avait été question dans nos échanges de chercher tous les moyens pour faire en sorte que Ford n'aille pas au bout de son choix. Parmi ces moyens, il y avait la menace de rompre les contrats commerciaux et de ne plus équiper les flottes publiques en "Ford". Il y avait aussi la menace de réquisitionner l'usine. On nous répondait alors que ce n'était pas possible.

Mais voilà, du temps a passé et du temps a été perdu. Mais mieux vaut tard que jamais. Maintenant que nous sommes au pied du mur, que l'Etat a compris que Ford ne voulait pas reculer, il est clair que des mesures radicales sont nécessaires. Les protestations, les colères, les coups de pressions sont utiles mais certainement pas suffisantes. Les pouvoirs publics se rendent bien compte qu'il est nécessaire d'abandonner la posture de l'impuissance, confortable mais complètement inéfficace.

Un problème de l'intervention directe de l'Etat est maintenant posé. Les menaces sur l'image de Ford comme sur le boycott de ses véhicules montrent qu'il est possible d'agir concrètement. L'hypothèse de racheter l'usine pour la revendre au repreneur montre aussi qu'il y a d'autres possibilités que de laisser faire. Et au bout du compte, il y a forcément une autre solution originale", celle de récupérer l'outil de production que Ford veut liquider. Soit par à l'amiable soit par la contrainte, en

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

le réquisitionnant.

C'est d'autant plus légitime et d'autant moins un problème technique que cette usine est déjà au moins en partie une usine publique. Ford a encaissé des aides publiques pendant ses 45 ans de présence à Blanquefort. Combien ? Personne ne semble en capacité de chiffrer. En ne respectant pas ses engagements contractuels de 2013, Ford doit près de 50 millions d'euros, d'ailleurs revendiqués par les collectivisé locales. Ford cumulent des dettes à l'égard de la collectivité. Alors le reprise en main de l'usine par l'Etat ne serait que justice. Et cela ne devrait rien coûter à l'Etat. Pour mémoire, en 2009, le repreneur bidon HZ l'avait achetée pour 1 euro symbolique.

Pour sauver l'usine de Blanquefort, il faut contraindre Ford. Les menaces peuvent suffire pour obtenir un "arrangement" forcé de dernier moment. Mais si Ford ne recule pas, il faudra alors aller au bout du bras de fer, il faudra lui prendre cette usine pour la pérenniser. Ce n'est pas irréaliste, c'est une nécessité car la priorité c'est la préservation des emplois directs et induits, c'est empêcher une catastrophe sociale pour la région.

Le syndicat Cgt-Ford

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 20 décembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Du jeudi 20 décembre 2018

Ford Aquitaine Industries : le gouvernement Philippe menace le groupe Ford

LA TRIBUNE

France 2 :

RMC :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Rejet la reprise du site de Blanquefort: l'Etat pourrait ne plus acheter de voitures à Ford

Ford pourrait ne plus "être retenu" dans les marchés publics selon Griveaux

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

De Goodyear à Ford, l'industrie à l'Etat sauvetage

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 20 décembre 2018

Bonnes nouvelles n°418

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Manifestation « Gilets jaunes »

Acte 6 : samedi 22 décembre

Le mouvement des « gilets jaunes » est surprenant, inédit dans sa forme, très varié socialement et idéologiquement, mais relativement efficace.

C'est un mouvement de colère contre la précarité, la pauvreté, les souffrances au quotidien, contre les inégalités sociales, contre le mépris du pouvoir et des possédants. C'est un mouvement qui fait trembler le gouvernement déjà bien fragilisé par de nombreuses affaires.

Il y a donc un ras le bol des reculs sociaux et cela s'exprime clairement dans la rue. Nous appelons à nous joindre à la prochaine manifestation ce samedi 22 décembre à 14h, Place de la Bourse.

Idée « cadeau »

Ce livre édité en soutien à la lutte contre la fermeture de l'usine est toujours en vente au CE et auprès de l'équipe CGT.

Des écrivains, artistes, humoristes, intellectuels, dessinateurs de presse (comme Urbs dessin ci-à-côté) y ont participé solidairement.

Ce livre comprend 12 textes et nouvelles + 30 dessins.

Les fêtes de fin d'année sont une occasion de faire connaître ce livre. Même si... le titre risque malheureusement n'être rapidement plus d'actualité.

Editions Libertalia
- 8 euros -

n° 418-40 (20 décembre 2018) - CSE-Ford

Bonnes nouvelles

LA GUERRE EST DECLARÉE

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Le PSE est fini. Les dirigeants de Ford semblent satisfaits de leur oeuvre. Comme ils le disent avec provocation dans leur communiqué, voilà un « bon PSE » qui garantit en réalité.... rien d'autre qu'une fermeture d'usine et la suppression d'environ 3 000 emplois tout compris.

Et ils se la jouent cyniques, affirmant qu'ils ont travaillé depuis le début pour une reprise et se disant « déçus » d'avoir échoué. Quel foutage de gueule ! Eux qui ont carrément dénigré et saboté le seul projet de reprise.

Mais Ford se la joue peut-être trop serein. Car tout n'est pas gagné à coup sûr, l'étape de l'homologation du PSE par la Direccte est loin d'être acquise. L'Etat et les pouvoirs publics sont bien remontés et côté salariés, nous sommes un certain nombre à vouloir défendre notre avenir et donc à nous opposer encore à la fermeture.

Oui même après la fin du PSE, il reste encore possible de changer la donne. Donc l'espoir demeure et c'est notre « cadeau de Noel ».

Quand même !

Deux semaines de vacances, c'est bon à prendre. On n'oubliera pas tout mais quand même, ça nous fera du bien.

Malgré ce qui nous arrive, malgré les craintes et la tristesse du moment, nous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année à tous les collègues, aux anciens préretraitables, à celles et ceux qui veulent partir comme à celles et ceux qui veulent absolument sauver leur emploi.

Nous reprendrons le 7 janvier avec l'objectif de reprendre la bataille pour sauver l'usine. Déterminés !

En attendant, bonnes vacances.

Ford

872 salarié.e.s
3000 emplois induits
dans la région

SAUVONS LES EMPLOIS

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Soutien des pouvoirs publics : Une colère suivie d'une intervention

Les dirigeants de Ford ont réussi à mettre tout le monde contre eux. Le ministre de l'économie Le Maire, le président Macron, Juppé, Rousset, toutes les collectivités territoriales, tous ont dénoncé « la trahison » de la multinationale.

Tous semblent prêts à s'affronter à Ford, à lui mettre la pression pour obtenir la vente de l'usine au repreneur et même à revendiquer le remboursement des aides publiques.

On verra comment les choses vont évoluer. La situation est inédite et certainement que nous ne sommes pas au bout des surprises ou des coups de théâtre.

Avec les déclarations et positionnements adoptés par les pouvoirs publics dans leur ensemble, il est évident que cela représente pour nous un appui très important qui légitimer notre bataille et donc qui ne peut que nous encourager à continuer.

Cette situation nouvelle pourrait changer la donne. Pour cela, il va être nécessaire de coordonner nos efforts et de travailler sur une stratégie qui fasse reculer Ford, pour qu'enfin le projet de reprise soit étudié sérieusement.

Et si Ford maintient sa décision alors le problème sera posé d'une manière ou d'une autre que l'Etat intervienne autoritairement pour sauver l'usine, par le rachat ou la réquisition. Et quoiqu'il en soit, notre mobilisation sera nécessaire pour pousser tous ensemble.

La direction et ses cadres d'abord !

La direction locale a rempli sa mission peu reluisante. Et les méthodes utilisées ont été aussi moches que l'objectif. En effet les comportements méprisants, cyniques, agressifs n'ont pas manqué. Des cadres dirigeants (pas tous) ont agi pour diviser, rabaisser les salariés. Ils sont exécutants mais restent responsables de leurs actes. Ils ont contribué à démoraliser, à briser des collègues.

Eux qui n'étaient pas dans la même galère car pendant qu'ils faisaient la leçon au personnel ouvrier, qu'ils les faisaient taire, ils préparaient leur départ pour une autre entreprise ou assuraient leur reclassement dans le groupe Ford. En clair, ils pensaient à leur plan de carrière !

Leur égoïsme a fait du mal et laissera des traces.

Propagande et foutage de gueule

La direction locale a rempli sa mission avec brio. Il s'agissait pour elle, en simple exécutante, en obéissante zélée, de faire accepter la fermeture de l'usine.

On ne sait pas et on ne saura pas si le CODIR aura une prime pour ce sale boulot. Mais jusqu'au bout, ils auront manoeuvré pour diviser le personnel.

Il fallait faire croire que le mieux pour nous c'était la fermeture de l'usine, de se faire virer « tous ensemble », soit en étant poussés vers la sortie comme préretraités, soit en volontaires pour le licenciement, soit pour les derniers récalcitrants licenciés en bout de course.

La direction a donc vendu le PSE de Ford Europe, lui donnant toutes les vertus, le présentant comme la meilleure solution. Le « flash info » de lundi 17 est édifiant : « plan social très complet » déjà « plan social » ça ne colle pas avec la réalité d'une usine liquidée, « mesures très complètes », « plan préretraite très favorable », en clair, on n'aurait pas à se plaindre, on serait bien soutenus ou bien protégés par Ford.

Tout cela est écoeurant. Car tout le monde (même eux) sait que cette fermeture est une catastrophe pour la région. Ford n'en parle pas mais en plus des 872 salariés que nous sommes encore, il y a environ 2000 emplois concernés autour qui disparaîtront sans en connaître les conditions. Dans un contexte déjà marqué par beaucoup de chômage et de pauvreté dans la région.

La direction s'est foutue de nous, délibérément, consciemment, mais elle ne sera plus là pour rendre des comptes de ce qu'elle a dit pendant ces derniers mois. Facile, mais lâche surtout !

Imposture

Ford fait des milliards de dollars de profits, a encaissé des dizaines de millions d'euros de subvention et voudrait se faire passer pour une multinationale « sociale », soucieuse de ses salariés ?

Il y avait tout ce qu'il fallait pour que Ford maintienne l'activité sur FAI et il y a tout ce qu'il faut pour sauver le site ! Seulement Ford veut une seule chose : liquider.

C'est un fossoyeur.

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 418-même pas morts 40 ([...]
Document Adobe Acrobat [1.1 MB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 20 décembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

Du mercredi 19 décembre 2018

TF1 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

France 3, Nationale :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

France 3, Nouvelle Aquitaine :

France 2, le 13h00 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

TV7 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort: Le Maire n'écarte pas un rachat provisoire du site par l'État français

Ford Blanquefort : Bruno Le Maire n'écarte pas un rachat provisoire par l'État

Fermeture de Ford à Blanquefort: «Avec les millions que l'Etat a injecté, elle est déjà presque publique cette usine»

Vidéo intégrale de l'interview :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort : Bruno Le Maire n'écarte pas un rachat par l'Etat pour la revendre au repreneur

Ford Blanquefort : le ministre de l'Economie Bruno Le Maire n'exclut pas un rachat provisoire de l'usine par l'Etat

Fermeture de l'usine Ford de Blanquefort : Bruno

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Le Maire n'écarte pas un rachat par l'Etat pour la revendre au repreneur

Ford Blanquefort : l'Etat prêt à racheter le site pour le revendre ? "Pourquoi pas", répond Bruno Le Maire

Ford Blanquefort : Bruno Le Maire envisage le rachat du site pour le revendre au repreneur

SudOuest :

Le comité d'entreprise

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Le comité d'entreprise très sévère envers Ford

BLANQUEFORT Il estime que la fermeture de l'usine Ford est sans « fondement économique »

Sans surprise, le comité d'entreprise (CE) de Ford Aquitaine Industries (FAI) a rendu des avis très négatifs, hier et avant-hier, à l'issue des dernières réunions de consultation portant sur le Plan social (PSE) et la recherche d'un repreneur (lire nos précédentes éditions). Des avis commentés hier, à 13 h 30, lors d'un « rassemblement de protestation » organisé devant l'usine par les syndicats CGT et FO, devant une bonne centaine de salariés.

« Aucune assise juridique »

En premier lieu, les élus du CE estiment que le projet de fermeture de l'usine prévu pour le mois d'août 2019, « n'a pas de fondement économique au regard des profits substantiels réalisés par Ford depuis de nombreuses années ».

Le CE dénonce aussi « l'attitude de Ford qui n'a été ni loyale ni socialement responsable ». Concernant le projet de licenciement collectif pour motif économique, le comité d'entreprise est tout aussi très critique. « La décision d'arrêter de produire des transmissions automatiques sur le continent européen pour le marché européen n'est pas fondée économiquement et stratégiquement », peut-on lire dans le rapport officiel.

« Les motifs de la fermeture ne sont ni économiques, ni financiers (par manque de moyens pour investir à Bordeaux) ; le PSE n'a donc aucune assise juridique. » Les représentants syndicaux ont toutefois demandé aux salariés de FAI de rester mobilisés.

« La bataille continue »

Ils espèrent en effet, que la Direccte, la direction du travail, ne validera pas le plan social de Ford en l'état. « Nous espérons qu'elle repoussera l'homologation et permettra d'apporter des améliorations », déclarait Gilles Lambersend, le secrétaire CGT du comité d'entreprise. « Il est encore possible d'imposer la reprise de l'usine par Punch qui aura fait évoluer son offre. Nous sommes actuellement en discussion avec des représentants de l'État pour travailler sur cette possibilité. » « La bataille continue », lançait, pour sa part, Didier Miramont (FO).

De son côté, la Ford Motor Company rappelait sa position dans un communiqué : « malgré les discussions rigoureuses et approfondies au cours des neuf derniers mois et les meilleurs efforts fournis par chacune des parties, le plan de reprise proposé par l'acquéreur potentiel comportait des risques significatifs. Nous ne croyons pas que les plans du repreneur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emplois, que nous souhaitons pour les salariés de FAI. »

C. M.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Communiqué CGT Ford

Communiqué rapide suite à l'intervention matinale du ministre Le Maire.
Il est clair que face à une multinationale Ford qui se moque complètement des salariés, des pouvoirs publics et de la collectivité, il faut une réponse radicale. Ford fait des milliards de profits, a accaparé des dizaines de millions d'euros de subventions publiques, avait tous les moyens de maintenir une activité sur le site mais a décidé au contraire de le fermer. Tout est sacandaleux, inadmissible, injustifiable.
Cette situation est dénoncée depuis des mois mais Ford, malgré une possibilité de reprise qui sauverait des centaines d'emplois, va à marche forcée vers la fermeture.
Alors on fait quoi ? Le ministre LeMaire, le président Macron, les élus girondins Juppé et Rousset, l'ensemble des collectivités locales s'opposent clairement au choix de Ford. Maintenant il faut passer des déclarations, des coups de colère aux actes et à des réponses concrète.
L'Etat d'urgence sociale est reconnue de tout le monde. Cela passe par des décisions autoritaires. Le problème de la prise de contrôle de l'usine par l'Etat est de fait posé. Cela passe par un rachat pour un euro symbolique, par la récupération des aides publiques, puis Ford doit rendre l'argent, pour permettre la reprise et la continuité de l'activité, préservant ainsî les milliers d'emplois directs et induits dans la région.
L'urgence est de rompre avec la spirale infernale des licenciements et des fermetures d'usines. Il n'y a pas de problème technique, il y a juste un choix politique et social, celui d'imposer le maintien des activités et des emplois, par des décisions autoritaires. Cela passe chez Ford par l'expropriation de Ford, par la réquisition, par le rachat à 1 euro, oui par des solutions originales mais efficaces.
Syndicat CGT-Ford

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Vœu voter à l'unanimité des élus du conseil régional

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

RÉGION
Nouvelle-Aquitaine

Vœu sur la situation de Ford Aquitaine Industries

Séance plénière du 17 et 18 décembre 2018

Conseil régional de Nouvelle Aquitaine

Les élus régionaux de Nouvelle Aquitaine, réunis en séance plénière, jugent scandaleuse l'annonce faite par Ford de ne pas accepter la proposition de reprise du site de Blanquefort par l'industriel Punch Powerglide. Cette offre était pourtant considérée comme sérieuse par l'Etat, la Région et la Métropole car de nature à pérenniser plusieurs centaines d'emplois directs et indirects sur l'ensemble du territoire.

Ils considèrent que le comportement de Ford est une véritable insulte faite aux 850 salariés, aux sous-traitants de l'entreprise et au territoire dans son ensemble. Les élus régionaux demandent à l'Etat de veiller avec la plus grande rigueur au respect des obligations faites à Ford en matière de reclassement des salariés qui resteraient sans solution.

Ils demanderont à ce que l'ensemble des aides publiques puissent être remboursées afin d'être réaffectées dans la recherche de solutions individuelles pour les salariés, pour la réindustrialisation du site et des territoires sinistrés en termes d'emplois.

Ils mandatent le Président du Conseil régional pour étudier les voies et les moyens juridiques de faire valoir les intérêts de la collectivité régionale compte tenu de l'ampleur de cette catastrophe industrielle, sociale et territoriale.

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 19 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Retrouvez l'historique de cette page de notre site internet en cliquant ici

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API